ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 28 septembre 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° "modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur, modifiée par l'arrêté royal du 14 septembre 1955 exécutif de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et par la loi du 6 février 1962", a donné le 12 octobre 1982 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 28e september 1982 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "tot wijziging van de wet van 16 juli 1948 tot oprichting van een openbare instelling, Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel genaamd, gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 september 1955 in uitvoering van de wet van 16 maart 1954 op de controle van zekere organen van openbaar nut en door de wet van 6 februari 1962", heeft de 12e oktober 1982 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Etant donné qu'il n'est pas d'usage de reprendre, dans l'intitulé d'un arrêté, les diverses modifications déjà subies par le texte qu'il a pour objet de modifier, il serait préférable de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal n° modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du commerce extérieur".

PREAMBULE.

L'alinéa 2 du préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du commerce extérieur, modifiée par l'arrêté royal du 14 septembre 1955 et par loi du 6 février 1962".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Dans l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du commerce extérieur, modifié par la loi du 6 février 1962, les mots : "... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 2.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

Dans l'article 2 de la même loi, modifié par la loi du 6 février 1962, les mots "nationaux et régionaux" sont insérés entre les mots "départements ministériels" et les mots "et des milieux économiques".

Article 3.

L'alinéa 1er de l'article 3 en projet a pour objet de modifier la composition du conseil d'administration de l'Office belge du commerce extérieur en introduisant notamment dans ce conseil des représentants de l'Exécutif flamand et de l'Exécutif régional wallon.

Ce conseil est un organe de gestion d'un office doté de compétences nationales.

Il n'appartient pas au législateur ordinaire, ni a fortiori au Roi, agissant sur la base de la loi du 2 février 1982, de prévoir la présence dans ledit conseil de délégués des Exécutifs des Régions flamande et wallonne avec voix délibérative. Une telle disposition aurait pour effet de faire participer ces Exécutifs à des décisions dans des matières qui, aux termes de la loi du 8 août 1980, ne relèvent ni en tout, ni en partie des compétences régionales.

.../...

L'article 3, alinéa 1er, en projet, prévoit, par ailleurs, que "L'Office est géré par un conseil d'administration composé de 32 membres au plus, dont la moitié des francophones et la moitié des néerlandophones".

L'alinéa 2 du même article prévoit, d'autre part, qu'un certain nombre de membres seront nommés "après consultation des organisations nationales et régionales les plus représentatives de la production, du commerce extérieur, des petites et moyennes entreprises et des organisations des travailleurs" et que "ces membres représentent normalement le secteur privé".

Les termes "francophones" et "néerlandophones" tendent manifestement à qualifier les citoyens qui sont soit "d'expression française", soit "d'expression néerlandaise".

La Constitution et beaucoup de lois ou de règlements qui organisent des institutions disposent que celles-ci seront composées de membres d'expression néerlandaise et de membres d'expression française. Mais le plus souvent ces textes le font en établissant eux-mêmes un critère ou en prévoyant l'établissement ultérieur d'un critère. Par exemple, l'article 32bis de la Constitution prévoit que, pour les cas déterminés par celle-ci, les membres élus de chaque Chambre sont répartis en un groupe linguistique français et un groupe linguistique néerlandais mais cet article charge le législateur de déterminer le mode de répartition et l'article 1er de la loi du 3 juillet 1971 y a pourvu. Les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, font mention de "groupes linguistiques", notamment en leur article 21, § 7, qui concerne le personnel des administrations des communes de Bruxelles-capitale et des personnes de droit public subordonnées à ces communes : l'article 21, § 1er, permet de déterminer de quel groupe linguistique un membre dudit personnel fait partie.

En revanche, pour la généralité des citoyens, aucune disposition ne détermine selon quel critère les uns doivent être considérés comme étant d'expression française, les autres d'expression néerlandaise et les autres encore d'expression allemande, alors que certaines dispositions réglementaires, législatives ou mêmes constitutionnelles (article 86bis) se réfèrent à une telle distinction.

A défaut de l'établissement de tout critère légal, la détermination de la qualité de citoyen d'expression française ou d'expression néerlandaise se déduit uniquement d'éléments de fait parfois incertains.

Cette situation crée un risque de contestation quant à la régularité de la composition du conseil d'administration et par conséquent des décisions qui seraient prises par ce conseil.

Par ailleurs, le texte en projet a pour effet d'écarter la possibilité de désigner comme membres du conseil d'administration des personnes qui sont "d'expression allemande", à moins qu'elles ne sachent s'exprimer soit en français, soit en néerlandais. L'on peut se demander si pareille exclusion entre bien dans l'intention du Gouvernement.

+

Dans la dernière phrase de l'alinéa 2, le mot "normalement" est superflu et peut donc être omis.

+

Sous réserve des observations qui précèdent, l'alinéa 3, pourrait être rédigé comme suit :

"Les deuxième et troisième alinéas de l'article 3 de la même loi deviennent les alinéas 3 et 4".

Article 4.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

A l'article 9, alinéa 1er , de la même loi, modifié par la loi du 6 février 1962, le mot "sept" est remplacé par le mot "huit".

En ce qui concerne l'alinéa 2 de l'article 4 du projet, il convient de se reporter aux observations faites sous l'article 3.

Article 5.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Dans l'article 13, § 1er, alinéa 2, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1955, les mots "directeur général du commerce extérieur" sont remplacés par les mots "administrateur ... (la suite comme au projet)".

Article 6.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 6.-

L'article 14 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1955 et par la loi du 6 février 1962, est remplacé par la disposition suivante : (la suite comme au projet)".

.../...

Article 7.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

A l'article 15, alinéa 1er, et à l'article 16, alinéa 3, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1955, les mots "Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur" sont remplacés par les mots "Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement".

Article 8.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 8.-

L'arrêté royal du 16 juin 1981 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Office belge du commerce extérieur est abrogé à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Office belge du commerce extérieur en application de l'article 4 du présent arrêté".

Article 9.

Comme le rapport au Roi ne donne pas la raison pour laquelle l'arrêté en projet devrait entrer en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, il est suggéré d'omettre cet article.

---

OPSCHRIFT.

Aangezien het niet gebruikelijk is in het opschrift van een besluit de verschillende wijzigingen aan te halen die reeds zijn aangebracht in de tekst die men door dat besluit beoogt te wijzigen, zou het verkieslijk zijn het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit nr houdende wijziging van de wet van 16 juli 1948 tot oprichting van een openbare instelling, Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel genaamd".

AANHEF.

Het tweede lid van de aanhef zou als volgt gesteld moeten worden :

"Gelet op de wet van 16 juli 1948 tot oprichting van een openbare instelling, Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel genaamd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1955 en bij de wet van 6 februari 1962;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

In artikel 1, tweede lid, van de wet van 16 juli 1948 tot oprichting van een openbare instelling, Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel genaamd, gewijzigd bij de wet van 6 februari 1962, worden de woorden : "... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 2.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

In artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 februari 1962, worden tussen de woorden "op de medewerking der" en de woorden "ministeriële departementen" de woorden "nationale en gewestelijke" ingevoegd.

Artikel 3.

Het eerste lid van het ontworpen artikel 3 heeft tot doel de samenstelling van de raad van beheer van de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel te wijzigen, met name door in die raad vertegenwoordigers van de Vlaamse Executieve en van de Waalse Gewestexecutieve op te nemen.

Die raad is een beheersorgaan van een dienst met nationale bevoegdheden.

Het komt de gewone wetgever, en a fortiori de Koning, niet toe om op grond van de wet van 2 februari 1982 de aanwezigheid in die raad voor te schrijven van stemgerechtigde vertegenwoordigers van de Executieven van het Vlaamse Gewest en van het Waalse Gewest. Een zodanige bepaling zou tot gevolg hebben dat die Executieven deel hebben aan beslissingen in aangelegenheden die naar luid van de wet van 8 augustus 1980 noch geheel noch gedeeltelijk tot de gewestelijke bevoegdheden behoren.

Artikel 3, eerste lid, van het ontwerp bepaalt overigens : "De Dienst wordt beheerd door een raad van beheer die is samengesteld uit ten hoogste 32 leden, waarvan de helft Nederlandstaligen en de helft Franstaligen".

Het tweede lid van hetzelfde artikel bepaalt voorts dat een aantal leden benoemd worden "na overleg met de meest representatieve nationale en regionale organisaties van de productiesector, van de buitenlandse handel, van de kleine en middelgrote ondernemingen en van de werknemersorganisaties" en voegt eraan toe : "Deze leden vertegenwoordigen normaliter de privé-sector".

In de Franse tekst worden met de woorden "francophones" en "néerlandophones" kennelijk aangeduid de burgers die ofwel Franstalig ("d'expression française"), ofwel Nederlandstalig ("d'expression néerlandaise") zijn.

De Grondwet en vele wetten of verordeningen die instellingen oprichten, bepalen dat deze zullen bestaan uit Nederlandstalige en Franstalige leden. Meestal echter geven die teksten zelf een maatstaf aan of bepalen zij dat die later zal worden vastgesteld. Zo bepaalt artikel 32bis van de Grondwet dat, voor de gevallen welke deze bepaalt, de gekozen leden van elke Kamer in een Nederlandse en een Franse taalgroep worden ingedeeld, maar het belast de wetgever met het vaststellen van de wijze van indeling; artikel 1 van de wet van 3 juli 1971 heeft daarin voorzien. Ook in de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken is sprake van "taalgroepen", onder meer in artikel 21, § 7, dat betrekking heeft op het personeel van de besturen van de gemeenten van Brussel-Hoofdstad en van de aan die gemeenten ondergeschikte openbare personen : op grond van artikel 21, § 1, kan worden bepaald tot welke taalgroep een lid van dat personeel behoort.

Voor de burgers in het algemeen echter is er geen enkele bepaling die zegt volgens welke maatstaf de ene als Nederlandstalig, de andere als Franstalig en nog een andere als Duitstalig moet worden beschouwd, terwijl sommige bepalingen van verordeningen, van wetten of zelfs van de Grondwet (artikel 86bis) op een zodanig onderscheid steunen.

Als geen enkele wettelijke maatstaf is vastgesteld, kan de hoedanigheid van Nederlandstalig, Franstalig of Duitstalig burger alleen worden afgeleid uit soms onzekere feitelijke gegevens.

Deze toestand houdt het gevaar in dat de regelmatigheid van de samenstelling van de raad van beheer en bijgevolg van de beslissingen die deze zou nemen, zou worden betwist.

Voorts heeft de ontworpen tekst tot gevolg dat de mogelijkheid wordt uitgesloten om "Duitstaligen" tot lid van de raad van beheer aan te stellen, tenzij zij zich in het Nederlands of in het Frans kunnen uitdrukken. Men kan zich afvragen of een zodanige uitsluiting wel door de Regering wordt beoogd.

+

In de laatste volzin van het tweede lid kan het woord "normaliter" als overbodig worden weggelaten.

+

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen kan het derde lid als volgt worden geredigeerd :

"Het tweede en het derde lid van artikel 3 van dezelfde wet worden het derde en het vierde lid".

Artikel 4.

Dit artikel zou als volgt gesteld moeten worden :

"Artikel 4.-

In artikel 9, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 februari 1962, wordt het woord "zeven" vervangen door het woord "acht".

Wat het tweede lid van artikel 4 van het ontwerp betreft, moge worden verwezen naar de opmerkingen die bij artikel 3 zijn gemaakt.

Artikel 5.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 5.-

In artikel 13, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1955, worden de woorden "directeur-generaal van de buitenlandse handel" vervangen door de woorden "administrateur ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

Artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1955 en bij de wet van 6 februari 1962, wordt vervangen door de volgende bepaling : (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 7.

Dit artikel zou als volgt gesteld moeten worden :

"Artikel 7.-

In artikel 15, eerste lid, en in artikel 16, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1955, worden de woorden "Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel" vervangen door de woorden "Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking".

Artikel 8.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

Het koninklijk besluit van 16 juni 1981 houdende benoeming van de leden van de raad van beheer van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel wordt opgeheven op de dag dat het koninklijk besluit houdende benoeming van de leden van de raad van beheer van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel overeenkomstig artikel 4 van dit besluit, in werking treedt".

Artikel 9.

Aangezien het verslag aan de Koning niet de reden opgeeft waarom het ontwerp-besluit in werking zou moeten treden de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, wordt voorgesteld dit artikel te schrappen.

---

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président,
de Heren : voorzitter,

P. KNAEPEN, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé.
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de P. KNAEPEN.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. KNAEPEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.